



Grève nationale du 3 février à la SNCF

CARTON JAUNE POUR LA DIRECTION SNCF !

Le mercredi 3 février 2010, 35,65% de cheminots (à 11H) tous services ont cessé le travail à l'appel des fédérations syndicales CGT – UNSA – SUD Rail et CFDT pour obtenir des moyens supplémentaires (emplois, matériels, financiers...) nécessaires à l'amélioration au quotidien du Service Public ainsi que la satisfaction des revendications sociales.

Cette mobilisation de haut niveau illustre le climat social de plus en plus dégradé à la SNCF, qui avait déjà mobilisé les cheminots lors de la grève le 20 octobre 2009, de la manifestation nationale du 8 décembre 2009 et des différentes initiatives revendicatives dans les métiers.

Les cheminots ne se sont pas laissés abuser par l'enfumage médiatique orchestré par la direction SNCF qui a entouré cette journée d'action.

Des régions SNCF comme Marseille, Reims, Rouen, Clermont, Lyon, Toulouse, Amiens, Metz-Nancy, Lille, Strasbourg... annoncent déjà des chiffres de grévistes supérieurs de 6 à 13% par rapport au 20 octobre 2009. De nombreuses initiatives locales et régionales ont rassemblé près de 2 500 personnes (avec la population) à Miramas, 300 à Villeneuve Saint Georges, 500 à Marseille, 100 à Saint Briec, 250 à Bordeaux, 150 à Périgueux, 150 à Saintes, 250 à Nantes, 300 au Mans, 70 à Saint-Nazaire, 500 à Paris Montparnasse, 150 à Paris Saint-Lazare, etc...

Entre autres, la mobilisation se renforce dans l'encadrement. Cela confirme les fortes craintes exprimées par ces catégories quant aux perspectives de voir la SNCF découpée en filiales et éclatée. Ainsi, 62% des cadres ne croient plus au plan « destination 2012 » de M. PEPY. Certains d'entre eux, de plus en plus nombreux, l'expriment dans les mobilisations et la direction doit en tirer les enseignements.

La balle est désormais dans le camp du gouvernement et de la direction de la SNCF. Ils doivent assurément adopter une autre attitude que celle de l'autruche et répondre aux revendications portées ce jour par l'ensemble des cheminots.

La politique de « dégraissage des effectifs » conjuguée à celle dogmatique des restructurations incohérentes menées au pas de charge, entraînent des conséquences fâcheuses au quotidien pour les usagers de la SNCF et plus généralement pour les conditions de vie et de travail des cheminots.

La CGT exige un changement radical des politiques menées depuis plusieurs années avec une pause sur les restructurations dictées par « destination 2012 ». Cela passe par une autre organisation de la production, des moyens humains, matériels, financiers.

Afin d'améliorer substantiellement la qualité de service, la CGT revendique la révision du budget emploi pour 2010 par l'augmentation des recrutements au statut de l'ordre de 1 500 à 2 000 embauches supplémentaires. Elle exige également l'ouverture d'une véritable négociation salariale dès maintenant.

La CGT attend, avec les autres fédérations de cheminots, de recevoir dès aujourd'hui des réponses de la direction de la SNCF aux revendications posées dans le mouvement social. Si tel n'est pas le cas, la direction SNCF prendra la responsabilité d'une nouvelle phase de conflictualité sociale.

Conformément à l'avertissement unitaire envoyé par les cheminots à la direction, les fédérations CGT – UNSA – Sud rail et CFDT se réuniront en interfédérale dès demain et déposeront si nécessaire une nouvelle Demande de Concertation Immédiate en vue d'une action dont les modalités pourraient être différentes.

La CGT appelle d'ores et déjà les cheminots à rester mobilisés et à se préparer à d'autres perspectives revendicatives.